



CLASSIQUES
GARNIER

DÉMAREST (Guy), « Table des matières », *La Déflation compétitive. Critique et alternatives*, p. 511-521

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-09880-5.p.0511](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-09880-5.p.0511)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2020. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT	9
INTRODUCTION GÉNÉRALE	11
L'objet étudié : les politiques de déflation compétitive	14
Deux conceptions antagonistes de la déflation et de la politique économique	16
Les principes orthodoxes en Économie	21
Une analyse complémentaire des politiques de déflation compétitive	24
Le choix de l'Angleterre des années 1920	25
La démarche de l'histoire comparée des politiques économiques	27
Plan de l'ouvrage	31

PREMIÈRE PARTIE

LES POLITIQUES DE DÉFLATION COMPÉTITIVE, L'EXPÉRIENCE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

INTRODUCTION À LA PREMIÈRE PARTIE L'entrée dans l'ère de la politique économique	37
CHAPITRE PREMIER Une première étape, l'expérience britannique de déflation compétitive des années 1920	39

1.1. Introduction	39
1.2. Les voies et les moyens du retour à la convertibilité-or du sterling	42
1.2.1. La déflation monétaire, budgétaire et salariale menée au Royaume-Uni	42
1.2.1.1. Le comité Cunliffe, partisan d'une politique d'austérité monétaire et budgétaire	43
1.2.1.2. La hache de Geddes pour couper dans les dépenses publiques	49
1.2.1.3. Les canaux budgétaires de la politique de déflation	53
1.2.1.4. La baisse des salaires, composante nécessaire de la politique déflationniste	56
1.2.2. La décision de Churchill	57
1.2.2.1. Une décision sous influence	59
1.2.2.2. Une politique pragmatique ?	62
1.3. Bilan d'étape de la politique de dévaluation interne	64
1.3.1. Les succès de la politique déflationniste	64
1.3.1.1. Un recul sensible des prix	64
1.3.1.2. La livre rétablie à sa parité-or d'avant-guerre . . .	65
1.3.1.3. Le prestige retrouvé de la City	67
1.3.2. Les échecs de la politique déflationniste	67
1.3.2.1. Un ratio d'endettement public aggravé	68
1.3.2.2. Une baisse des salaires non durable	70
1.3.2.3. Un chômage chronique, la politique sociale instrumentalisée	72
1.3.3. Les points contestés	78
1.3.3.1. Des échanges extérieurs peu dégradés ?	79
1.3.3.2. Un recul du poids et des interventions de l'État ?	85
1.3.3.3. Une « décennie perdue » à relativiser ?	88
1.4. L'ébauche d'une contestation théorique de la politique de déflation monétaire et salariale	91
1.4.1. Une politique monétaire obsolète et hypocrite	92
1.4.2. La question des salaires : une fausse piste	96
1.4.2.1. Keynes sensible à l'évolution de la réalité sociale . . .	97

1.4.2.2. Keynes opposé à la baisse des salaires nominaux mais favorable à la baisse des salaires réels	100
1.4.2.3. Keynes opposé à la baisse des salaires réels et nominaux	101
1.4.2.4. Keynes favorable à la hausse des salaires réels et nominaux...	104
1.4.2.5. ... dans des proportions limitées	109
1.4.2.6. Keynes inhibé par Bowley ?	111
1.5. Conclusion	114

CHAPITRE 2

Les années 1930 réinterprétées comme la nécessité de chercher une nouvelle voie par rapport aux expériences des années 1920 . . .	117
2.1. Introduction	117
2.2. Des chocs aux prémices des politiques contracycliques positives	120
2.2.1. La conversion partielle de la politique économique britannique	121
2.2.1.1. La dévaluation de 1931	123
2.2.1.2. Une décennie de redressement relatif	126
2.2.2. Aux États-Unis, les premières expériences de politique contracyclique positive	130
2.2.2.1. Les Roaring Twenties, un modèle de croissance déséquilibré	130
2.2.2.2. Système-dette inégalitaire et crise financière . . .	134
2.2.2.3. De l'euphorie au krach	136
2.2.2.4. Du krach de 1929 à la déflation de 1929-1932 . . .	138
2.2.2.5. Les mesures orthodoxes inopérantes face à la crise déflationniste	141
2.2.2.6. Le New Deal, des réformes structurelles profondes...	144
2.2.2.7. ... mais une expérience limitée de politique contracyclique positive	148
2.2.3. Déséquilibres internes et crise globale	153
2.2.3.1. Déflations compétitives dans le bloc-or	153
2.2.3.2. La déflation Brüning en Allemagne	156

2.2.3.3. L'escalade protectionniste : chacun pour soi et la crise pour tous	158
2.3. L'élaboration d'une contestation théorique de la politique déflationniste	160
2.3.1. L'investissement au cœur de la dynamique de la croissance	161
2.3.1.1. Le rôle clef de l'investissement dans le boom et la dépression	161
2.3.1.2. La détermination de la décision d'investissement	164
2.3.1.3. La réfutation de la loi des débouchés	168
2.3.1.4. L'explication de la boucle déflation-dépression par le circuit keynésien	175
2.3.1.5. Les effets procycliques des politiques déflationnistes	180
2.3.2. La politique contracyclique positive, antidote à la crise déflationniste	182
2.3.2.1. La politique contracyclique positive, remède à la dépression et à la déflation subies	183
2.3.2.2. La limite de la politique monétaire	185
2.3.2.3. La nécessité de la politique budgétaire	186
2.3.2.4. La politique contracyclique positive, remède au chômage involontaire	191
2.3.3. La nécessité de limiter le laissez-faire et le libre-échange pour sortir de la crise	193
2.3.3.1. Des limites à mettre au laissez-faire pour sortir de la crise	193
2.3.3.2. Des limites à mettre au libre-échange pour pouvoir sortir de la crise	195
2.4. Conclusion	200

DEUXIÈME PARTIE
LES EXPÉRIENCES DE POLITIQUE
ÉCONOMIQUE CONTEMPORAINES
À LA LUMIÈRE DE LA CHRONIQUE
DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

INTRODUCTION À LA DEUXIÈME PARTIE	205
Le triomphe temporaire du keynésianisme	205
La victoire incertaine des opposants à Keynes	207
CHAPITRE 3	
Les expériences de dévaluation interne dans la zone euro	209
3.1. Introduction : l'enlisement des politiques d'inspiration keynésienne et le renouvellement de l'orthodoxie	209
3.2. La zone euro, un cadre contraignant pour la conduite de la politique économique	212
3.2.1. La zone euro, un cadre conduisant aux politiques d'austérité	213
3.2.1.1. La zone euro, la stabilité monétaire mais guère plus	213
3.2.1.2. Les contraintes budgétaires et monétaires imposées par les traités européens	215
3.2.2. La zone euro, une construction fondée sur des principes orthodoxes	218
3.2.2.1. Des statuts donnant la priorité à la lutte contre l'inflation	218
3.2.2.2. Une politique monétaire sous-optimale : le verrou du NAIRU	221
3.2.2.3. L'ordolibéralisme, version allemande de l'orthodoxie	224
3.2.2.4. 1999-2010, une décennie gâchée ?	227

3.3. Les politiques de déflation compétitive imposées dans la zone euro	229
3.3.1. Les politiques de déflation compétitive, seule issue en cas de déficit courant	229
3.3.2. La déflation compétitive, une politique de sortie de crise efficace?	231
3.3.2.1. Des prix beaucoup moins réduits que les salaires	231
3.3.2.2. Le commerce extérieur rétabli, l'activité en berne, la dette au sommet	233
3.3.2.3. Une flambée du chômage et des inégalités	238
3.3.3. Une monnaie unique inadaptée aux pays en rattrapage	240
3.3.3.1. Les bénéfices discutables d'une zone monétaire non-optimale	240
3.3.3.2. La nécessité de l'inflation pour les pays en rattrapage, bloquée par l'UEM	242
3.4. Les limites des politiques orthodoxes dans la zone euro	246
3.4.1. L'insuffisance de la demande provoquée par la poursuite des politiques de l'offre	247
3.4.1.1. Le virage libéral des sociaux-démocrates européens	248
3.4.1.2. Le « théorème de Schmidt », un retour à la loi des débouchés	250
3.4.1.3. Le recul de la part salariale dans la ZE et ses effets procycliques	251
3.4.2. Après 2008, l'orthodoxie partiellement infléchie	254
3.4.2.1. L'abandon de la rigueur monétaire	254
3.4.2.2. L'infléchissement éphémère de l'austérité budgétaire	258
3.4.2.3. La faiblesse persistante des hausses de salaires et ses risques	261
3.4.3. La crise de coordination dans la zone euro	264
3.4.3.1. Une UEM fondée sur les principes ordolibéraux	264
3.4.3.2. Un modèle industriel allemand non-transposable	269

3.4.3.3. Une politique d'emploi inégalitaire	271
3.4.3.4. L'absence et le manque d'un gouvernement économique de la ZE	272
3.4.3.5. Le statut et le mandat de la BCE, des questions également démocratiques	276
3.5. Conclusion	278

CHAPITRE 4

Hors des contraintes d'une union monétaire, des politiques économiques paradoxalement proches de la déflation compétitive	283
4.1. Introduction	283
4.2. Les politiques économiques menées hors des contraintes d'une union monétaire	286
4.2.1. Les spécificités de l'expérience américaine	286
4.2.1.1. La politique monétaire : d'un extrême à l'autre	287
4.2.1.2. La politique budgétaire et la montée de la dette publique	289
4.2.1.3. La politique de compression salariale et de consommation à crédit	290
4.2.1.4. Le privilège du dollar	294
4.2.2. Les ambiguïtés de la voie japonaise	295
4.2.2.1. Un policy mix monétaire et budgétaire très keynésien mais une politique salariale libérale	295
4.2.2.2. Les Abenomics, trois « flèches » ratant leur cible ?	298
4.3. Les résultats en trompe-l'œil des politiques de compétitivité	300
4.3.1. Une croissance durablement affaiblie	300
4.3.1.1. Vers une stagnation séculaire ?	300
4.3.1.2. L'épuisement des policy mix expansionnistes	305
4.3.1.3. Les services publics, poids mort ou facteurs fondamentaux de la croissance ?	311
4.3.1.4. La compression de la part salariale, obstacle à la croissance	314

4.3.2. Un endettement persistant et croissant des agents publics et privés	317
4.3.2.1. La hausse de l'endettement global	317
4.3.2.2. Un modèle de croissance à crédit ?	318
4.3.3. Des victoires contestables sur le chômage	321
4.3.3.1. Le recul du taux de chômage par l'extension des emplois précaires et à temps partiel	322
4.3.3.2. Les inégalités croissantes face à l'emploi et leurs effets	323
4.3.3.3. La courbe de Phillips à reconsidérer ?	325
4.4. Conclusion	330

TROISIÈME PARTIE

UNE NOUVELLE ANALYSE DE LA POLITIQUE DE DÉFLATION COMPÉTITIVE

INTRODUCTION À LA TROISIÈME PARTIE

La nécessité d'une troisième voie pour l'emploi	337
---	-----

CHAPITRE 5

Les limites des politiques d'emploi fondées sur la croissance	343
5.1. Introduction : premiers doutes et première explication, le coefficient d'Okun	343
5.2. De la production à l'emploi, un lien complexe	345
5.2.1 Du PIB à l'emploi un lien indirect et non-proportionnel	345
5.2.1.1. Des variations non-proportionnelles	345
5.2.1.2. De la productivité par tête à la productivité horaire du travail	346
5.2.1.3. Une nouvelle décomposition du lien production-emploi	349

5.2.2. Une nouvelle lecture des expériences de déflation compétitive	352
5.2.2.1. L'emploi britannique affecté par un recul durable du volume de travail	352
5.2.2.2. La Grèce, vers une reprise sans emploi ?	355
5.3. Un nouveau modèle de détermination du niveau d'emploi	358
5.3.1. Keynes et le chômage technologique	358
5.3.1.1. Des intuitions précoces	358
5.3.1.2. Des intuitions partagées au début des années 1930	359
5.3.2. Trois modèles de détermination du niveau d'emploi	360
5.3.2.1. Le modèle salaire-emploi	361
5.3.2.2. Le modèle croissance-emploi	362
5.3.2.3. Le modèle travail-emploi	364
5.3.3. Une nouvelle théorie du chômage volontaire	371
5.3.3.1. Les variations irrégulières du volume de travail	371
5.3.3.2. L'absence de mécanisme de régulation interne de la durée moyenne du travail	373
5.3.3.3. Fonds des salaires et trappe à chômage	378
5.3.3.4. Une réponse au chômage technologique	384
5.3.3.5. Des études économétriques à recalibrer	389
5.4. Une nouvelle analyse des limites des politiques de déflation compétitive	389
5.4.1. Une boucle récessive supplémentaire via le temps de travail	389
5.4.1.1. La demande collective de temps libéré dans les périodes de compression salariale	390
5.4.1.2. Un ralentissement général de la réduction des durées moyennes travaillées	393
5.4.1.3. Les effets récessifs d'une baisse insuffisante de la durée moyenne du travail	396

5.4.2. La répartition des durées travaillées, facteur d'inégalités	398
5.4.2.1. L'extension du temps partiel, voie d'un recul en trompe-l'œil du chômage	398
5.4.2.2. La dispersion croissante des temps travaillés, moteur des inégalités	399
5.4.2.3. Des modèles d'emploi nationaux plus ou moins inégalitaires	403
5.5. Des politiques de sortie de crise alternatives à la déflation compétitive et aux politiques de compétitivité	406
5.5.1. Créer des emplois pour sortir de la crise	406
5.5.2. Une efficacité conditionnelle	410
5.5.2.1. Les erreurs de la loi des 40 heures de 1936 en France	410
5.5.2.2. Une efficacité conditionnée par les modalités de mise en œuvre	414
– L'expérience Kurzarbeit de 2008-2010	414
– Les heures supplémentaires contre l'emploi	415
– Les expériences françaises récentes de réduction de la durée légale du travail : une élasticité variable sur l'emploi	418
5.5.3. Des difficultés de mise en œuvre	430
5.6. Conclusion	434
CONCLUSION GÉNÉRALE	437
Des politiques de déflation compétitive efficaces ?	437
Des politiques de compétitivité aux limites comparables	439
Des politiques de l'offre affaiblissant la croissance	441
La nécessité de nouvelles coordinations internationales et nationales	443
ANNEXE I	
Traduction du rapport intérimaire du Comité Cunliffe du 15 août 1918	451

ANNEXE II

Traduction de <i>The Question of High Wages</i> , John Maynard Keynes, <i>The Political Quarterly</i> , janvier-mars 1930	467
--	-----

ANNEXE III

Graphique 12.1 et tableau complémentaire S13.1, <i>Le capital au XXI^e siècle</i> (2013), Thomas Piketty	481
---	-----

ANNEXE IV

Dépréciations par rapport à l'or et abandons de l'étalon-or entre 1929 et 1933	483
---	-----

ANNEXE V

Baisse des exportations de 49 pays de 1928-1929 à 1932-1933 . . .	485
---	-----

BIBLIOGRAPHIE	487
-------------------------	-----

INDEX DES NOMS	497
--------------------------	-----

INDEX DES NOTIONS	499
-----------------------------	-----

TABLE DES FIGURES ET TABLEAUX	505
---	-----